



FSU - DÉCLARATION LIMINAIRE - CSA SD DU 29/03

La réforme sur le « choc des savoirs », loin de répondre aux besoins des élèves et des personnels, est une nouvelle étape dans la dégradation de l'école publique. La FSU dénonce une réforme brutale, néolibérale et décentralisatrice

Après les groupes de niveaux, le Ministère parle désormais de "groupes à besoins spécifiques". Après toute une cacophonie gouvernementale à ce sujet, la FSU aurait quant à elle, comme besoin spécifique que le Ministère de l'Éducation nationale relève le niveau des Ministres qui s'y succèdent.

Après bien des tergiversations, **les groupes de niveau qui ne disent plus leur nom, n'en sont pas moins une réalité :**

- Il s'agit bien de trier les élèves dès la sixième, en fonction de leur niveau scolaire. Cette pratique est contraire aux principes d'égalité et de mixité sociale qui fondent l'école publique.
- L'organisation pédagogique est renvoyée au local, avec une grande liberté laissée aux chef·fes d'établissement, sans garantie de moyens supplémentaires.
- **Les élèves de SEGPA, pourtant fragilisés, ne sont pas épargnés par la logique de tri social.** La note de service propose la « participation » des élèves de SEGPA dans les groupes de niveau en mathématiques et en français, autrement dit leur inclusion dans le groupe des élèves les plus en difficulté, ce qui permettrait au professeur·e spécialisé·e de prendre en charge, sans déployer de moyens supplémentaires, des élèves en plus...
- Le seuil de 15 élèves maximum par groupe pour les élèves en difficulté n'est pas garanti.

Les moyens sont en baisse et l'organisation du travail est dégradée :

- En 6e, la technologie a été supprimée au profit d'une heure de soutien/approfondissement. Cette heure hebdomadaire d'approfondissement maths/Français ne sera pas reconduite, et la technologie ne retrouvera pas sa place en 6e non plus. A la rentrée 2024 les élèves ne bénéficieront plus que de 25 heures d'enseignement au lieu de 26 heures, soit l'équivalent de la suppression de 1 500 ETP,
- Mutualiser les pratiques pédagogiques, avec un risque d'uniformisation, de standardisation et de perte de liberté pédagogique fait partie des objectifs du Ministère.
- Un pilotage accru par le Conseil académique des savoirs fondamentaux est aussi d'actualité.
- En Haute-Marne, cette baisse des moyens se traduit par une classe de sixième avec 33 élèves au collège de Froncles et des effectifs également trop importants au collège des Franchises par exemple, tout en continuant à supprimer 9 postes pour la prochaine rentrée.
- Le Ministère impose une énième réforme sans la financer et sans évaluer préalablement les réformes antérieures. Il oblige ainsi les établissements à puiser dans leur marge de manœuvre afin de suivre les injonctions sans négociation possible.

Lé réforme du « choc des savoirs » institue le mépris des personnels et de la recherche :

- La profession et la recherche sont quasi-unaniment contre cette réforme, mais le ministère persiste.
- Les professeur·es sont pris·es en étau par les contraintes d'emploi du temps et les injonctions pédagogiques.
- Les AESH dont le statut précaire ne s'améliore pas servent d'armée de réserve pour gérer les difficultés des élèves.

La FSU se mobilise pour dénoncer l'incompétence du Ministère face au baccalauréat. Le 14 mars 2024, le CSE a été l'occasion d'une nouvelle alerte unitaire face à l'incurie du Ministère concernant le baccalauréat. Le report des épreuves de spécialité en terminale générale et technologique n'a été suivi d'aucune mesure d'accompagnement. Nos organisations, unies pour obtenir ce report, demandaient pourtant des concertations pour aménager les épreuves terminales écrites et orales. Cette exigence est restée lettre morte.

Les conséquences sont les suivantes :

- Programmes trop lourds
- Aucun temps identifié pour préparer le grand oral
- Stress et pression des notes du contrôle continu pour les élèves
- Rythmes d'apprentissage intenable et inefficaces

Aujourd'hui, les équipes enseignantes sont dans l'impossibilité de mener à bien la préparation des élèves dans des conditions acceptables.

Avec le Président Macron et son gouvernement, le choc des savoirs est devenu le choc des avoirs.

Le Premier ministre "avait promis, la main sur le cœur, qu'il emmenait l'Éducation à Matignon. Visiblement, il a surtout emmené le budget" avec un retrait de 582 millions d'euros dont 382 de crédits de rémunération.

Par ailleurs, les chiffres disent tout du symbole de l'uniforme à l'école, projet politique de l'école de Macron. La généralisation de l'uniforme possiblement en 2026 coûterait un peu plus de 2 milliards d'euros. Celle du SNU, autre joujou macroniste, 2.5 milliards. Le tout fait 4.5 milliards. L'augmentation de 10 % de tous les personnels coûte 3.6 milliards. On voit où sont les priorités.

La FSU appelle à la mobilisation générale des personnels pour faire entendre notre voix et exiger le respect de nos élèves et de notre profession.